



**PRÉFET  
DE MAYOTTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SECRETARIAT GÉNÉRAL

**Arrêté n° 2020/SG/382 du 22 juin 2020  
portant délégation de signature à M. Jérôme MILLET, sous préfet, secrétaire général  
par intérim de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du  
corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général par intérim**

LE PREFET DE MAYOTTE  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;
- VU la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU le décret n° 2014-527 du 23 mai 2014 portant modification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) en ce qui concerne Mayotte, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;
- VU le décret du 23 avril 2018 portant nomination de M. Julien KERDONCUF, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Mayotte ;
- VU le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, en qualité de préfet de Mayotte, délégué du Gouvernement ;
- VU le décret du 25 novembre 2019 portant nomination de M. Jérôme MILLET, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Mayotte ;
- VU le décret du 10 juin 2020 portant cessation de fonction de M. Edgar PEREZ, secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- VU l'arrêté interministériel du 8 décembre 1993 modifié portant règlement de comptabilité du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

**Considérant** qu'il convient de procéder à la désignation d'un membre du corps préfectoral en vue d'assurer l'intérim du poste de secrétaire général de la préfecture de Mayotte à partir du 22 juin 2020

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> - Délégation est donnée à M. Jérôme MILLET, sous-préfet, secrétaire général par intérim de la préfecture de Mayotte, à l'effet de signer tous arrêtés, décisions, circulaires, actes, rapports, correspondances et documents relevant des attributions de l'État dans le département de Mayotte à l'exclusion :

- de la réquisition de la force armée ;
- des déclinatoires de compétence ;
- des arrêtés de conflits ;
- des ordres de réquisition de comptable public et de la saisine de la chambre régionale des comptes de la Réunion-Mayotte, sauf en cas d'absence ou d'empêchement du préfet prévu à l'article 3 ci-dessous.

Article 2. - Délégation est donnée à M. Jérôme MILLET, sous-préfet, secrétaire général par intérim de la préfecture de Mayotte, à l'effet de signer, en qualité de RBOP délégué :

- tous actes et pièces se rapportant à l'élaboration et à l'exécution budgétaire des budgets déconcentrés de l'État, en sa qualité d'ordonnateur secondaire délégué du préfet de Mayotte ;
- de prescrire tout engagement juridique et ordonnancement des recettes concernant les budgets déconcentrés de l'État ;
- de prescrire tous engagements juridiques et d'attester le service fait afférents aux dépenses de l'ensemble des centres de coûts et services bénéficiaires relevant des programmes 354 « Administration territoriale » sur l'Unité Opérationnelle de la préfecture de Mayotte et 354 « Administration territoriale de l'Etat ».

Article 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François COLOMBET, préfet de Mayotte, délégation de signature est donnée à M. Jérôme MILLET, secrétaire général par intérim de la préfecture de Mayotte, à l'effet de prendre toute décision nécessitée par une situation d'urgence.

Article 4 - En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jean-François COLOMBET, préfet de Mayotte et M. Jérôme MILLET, secrétaire général par intérim de la préfecture de Mayotte, délégation de signature est donnée à M. Julien KERDONCUF, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Mayotte, à l'effet de prendre toute décision nécessitée par une situation d'urgence notamment toute décision relative à l'entrée et du séjour des étrangers et de la police des étrangers à Mayotte.

Article 5 - L'arrêté préfectoral n° 02/SG/2020 du 02 janvier 2020 portant délégation de signature à M. Edgar PEREZ, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général est abrogé.

Article 8 - Le secrétaire général par intérim de la préfecture de Mayotte, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Le préfet,  
délégué du Gouvernement,

Jean-François COLOMBET